

REDRESS

Ending torture, seeking justice for survivors

Avril 2024

JUST REPARATION

Ce bulletin vise à renforcer notre communauté de pratique en partageant des informations et des progrès d'actualité dans le domaine concerné.



Bonjour!

Bienvenue à **Just Reparation**, notre nouvelle revue d'actualité sur les réparations réalisée par l'équipe juridique de REDRESS. Tous les mois, nous vous informerons des derniers développements sur les réparations pour actes de torture et autres atteintes aux droits humains, dont : la jurisprudence, la mise en œuvre d'arrêts, les rapports, et autres actualités. Just Reparation vise à renforcer nos communautés et réseaux en partageant les connaissances et expériences d'avocats défenseurs des droits humains, d'associations de survivants et survivantes, de praticiens et autres personnes qui œuvrent à rendre les réparations effectives pour les victimes de tortures.

Nous vous remercions par avance de vos contributions et commentaires sur le contenu. Merci d'utiliser notre formulaire pour ce faire, qui se trouve ci-dessous en cliquant sur le bouton rouge. Si vous souhaitez vous désabonner de ce bulletin, veuillez cliquer [ici](#).

[Aidez-nous à améliorer le bulletin](#)

LES GRANDES NOUVELLES



UGANDA

La CPI prononce sa plus importante ordonnance de réparation dans le cadre de l'affaire Ongwen

Le 28 février 2024, la Cour pénale internationale (CPI) a rendu son [ordonnance](#) de réparation aux victimes dans l'affaire Le Procureur c. Dominic Ongwen, un ancien commandant de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) reconnu coupable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis dans le nord de l'Ouganda entre le 1 juillet 2002 et le 31 décembre 2005. La Chambre de première instance a fixé la responsabilité financière d'Ongwen à 52 429 000 EUR et a estimé le nombre de victimes à 49 772, ce qui en fait l'ordonnance de réparation la plus importante de l'histoire de la CPI. La Chambre a ordonné :

- Des réparations collectives communautaires axées sur la réhabilitation ;
- Des indemnités symboliques (non compensatoires) de 750 EUR pour chacune des 49 772 victimes identifiées par la Cour ;
- Des réparations communautaires et des mesures de satisfaction, y compris les excuses, les mémoriaux et les cérémonies.

La CPI a estimé que ces mesures représentaient la solution la plus appropriée compte tenu du grand nombre de victimes et des divers dommages subis.

La Chambre de première instance a examiné un certain nombre de questions importantes concernant les droits de victimes. Par exemple, elle a modifié les principes de réparation pour tenir compte des droits des enfants victimes, pour préciser que les paiements non proportionnels ne peuvent être considérés que comme symboliques et pour reconnaître les mesures de

satisfaction et de non-répétition comme des modalités de réparation appropriées. Elle a également reconnu le préjudice transgénérationnel subi par les victimes, ainsi que les besoins particuliers des victimes de crimes sexuels et sexistes. En outre, la Chambre a décidé d'accorder la priorité aux victimes qui ont un besoin urgent d'assistance pour survivre, puis aux « victimes directes vulnérables participant », et enfin aux autres victimes vulnérables.

La Chambre a chargé le Fonds au profit des victimes (FPV) de mettre en œuvre les mesures de réhabilitation en consultation avec les victimes et en tenant compte de leurs opinions et de leurs propositions. Étant donné que la Chambre a déclaré Ongwen indigent aux fins des réparations, une importante collecte de fonds par le FPV sera nécessaire pour couvrir l'intégralité de l'indemnité. La Chambre de première instance a encouragé les États, les entreprises et les particuliers à soutenir la mission du FPV.

[En savoir plus](#)



TCHAD

Après huit ans de retard, des premières mesures sont effectuées pour accorder les réparations aux survivants et survivantes des crimes commis par Habré

Le 23 février 2024, la Tchad a annoncé que les victimes de l'ancien dictateur tchadien Hissène Habré commenceront enfin à être indemnisées, huit ans après l'arrêt rendu en 2016 par les Chambres africaines extraordinaires (CAE), un tribunal sénégalais ad hoc soutenu par l'Union africaine. Le Gouvernement a ensuite commencé à distribuer les montants en compensation aux victimes. Habré a été reconnu coupable de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et de torture, y compris de violences sexuelles et de viols. Les CAE [ont accordé aux victimes des compensations financières individuelles](#) d'un montant de 136 millions de dollars américains, et d'autres formes de réparation.

L'arrêt des CAE fait suite à un procès national au Tchad en mars 2015 (dont) 20 agents de sécurité de l'ère Habré ont été condamnés pour meurtre et torture. La cour tchadienne a accordé aux 7 000 victimes presque 125 millions de dollars américains de réparations et a enjoint au Gouvernement d'ériger un monument et de créer un musée en hommage aux victimes. Cependant, le Gouvernement n'a exécuté aucune de ces décisions. En novembre 2017, les victimes ont alors porté [l'affaire](#) devant la Commission africaine des droits de l'Homme et des Peuples, qui décidera du fond de l'affaire.

Ces paiements, s'ils sont bienvenus pour les victimes, représentent moins de 10 % de ce que les tribunaux ont accordé aux victimes qui se sont battues sans relâche pendant 25 ans pour obtenir justice et réparations. De nouvelles mesures seront nécessaires pour s'assurer que les victimes obtiennent le montant total accordé par les tribunaux, et le gouvernement tchadien demeure obligé de mettre en œuvre les autres mesures de réparation ordonnées par la Cour tchadienne en 2015.

[En savoir plus](#)



COLOMBIE

Réparation accordée par la Cour interaméricaine des droits de l'Homme pour les défenseurs des droits humains

Le 18 mars 2024, la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIADH) a rendu son [arrêt](#) dans l'affaire Membres du Collectif d'avocats José Alvear Restrepo (CAJAR) c. Colombie, déclarant la Colombie responsable de violations des droits humains des membres d'une ONG de défense des droits de l'Homme et de leurs proches. La CIADH a constaté que, depuis le début des années 1990 et au moins jusqu'en 2005, les autorités de l'État colombien ont mené des activités de renseignement illégales et ont intimidé et agressé certains membres du CAJAR en raison de leur travail en Colombie en tant que défenseurs des droits humains. Dans sa décision, la CIADH a conclu à des violations du droit à la vie, du droit à la vie privée, du droit à la liberté d'association, et du droit à défendre les droits humains des membres du CAJAR et de leurs familles, entre autres violations.

La CIADH a accordé réparation à plus de 50 victimes et a constaté que d'autres victimes auront également droit à réparation dans cette affaire si l'enquête de l'État révèle que les droits d'autres personnes ont été violés.

La CIADH a ordonné une liste complète de mesures de réparation, ordonnant au gouvernement colombien, entre autres :

- D'enquêter sur les violations afin d'identifier, de poursuivre en justice et de punir les responsables ;
- D'indemniser les victimes et de leur fournir des soins médicaux et psychosociaux ;
- De mettre en œuvre des mesures de satisfaction telles que des excuses publiques et un documentaire sur le rôle des défenseurs des droits humains en Colombie ;
- D'adopter des garanties de non-répétition, y compris (i) la réalisation d'une campagne nationale de sensibilisation aux violences, aux persécutions et à la stigmatisation auxquelles font face les défenseurs des droits humains ; (ii) la création d'une base de données nationale pour enregistrer les affaires de violence contre les défenseurs des droits humains ; et (iii) la création d'un fonds spécifique pour financer des programmes de prévention, de protection et d'aide pour les défenseurs des droits humains.

[En savoir plus](#)



UKRAINE

Le gouvernement britannique est invité à sortir de l'impasse avec le Chelsea FC et à contribuer à la réparation en Ukraine

Le 21 février 2024, une coalition menée par REDRESS composée de 60 organisations ukrainiennes et internationales ainsi que des particuliers a

envoyé une lettre au Premier ministre britannique, Rishi Sunak. La lettre demande au gouvernement de sortir au plus vite de l'impasse autour de la vente du Chelsea FC pour une valeur de 2,5 milliards de Livres Sterling et d'honorer son engagement d'utiliser la somme collectée pour répondre aux besoins des victimes de la guerre en Ukraine.

En mars 2022, Roman Abramovitch avait annoncé sa volonté de vendre le club de football de Chelsea et d'utiliser le produit de la vente (d'une valeur de 2,5 milliards de Livres Sterling) « au profit de toutes les victimes de la guerre en Ukraine ». Il avait peu après été sanctionné par le gouvernement britannique en raison de ses « liens étroits » avec le régime de Poutine.

Suite au gel de ses avoirs, l'Office britannique des sanctions financières et de la mise en œuvre (OFSI) avait rendu possible la vente du Chelsea FC en accordant une licence le 24 mai 2022 qui permettait la création d'une fondation « à des fins exclusivement humanitaires pour soutenir toutes les victimes du conflit en Ukraine et de ses conséquences ».

Deux ans plus tard, le processus se trouve toujours dans l'impasse. Ni l'Office de l'étranger, du Commonwealth et du développement (FCDO), ni les personnes chargées de créer la fondation n'ont pris de mesures décisives pour faire avancer le dossier. D'après l'analyse de REDRESS, un obstacle bureaucratique et un contentieux entre le gouvernement et la fondation sur la question de savoir si les fonds doivent être dirigés exclusivement à l'Ukraine, aux victimes ukrainiennes, ou à des fins plus larges, sont à l'origine de cette impasse.

Le gouvernement britannique n'a dès lors malheureusement pas saisi cette occasion unique d'utiliser les avoirs gelés au bénéfice des réparations pour les victimes du conflit en Ukraine. Le coût total de la reconstruction et du redressement de l'Ukraine est estimé à 411 milliards de dollars, et près de 10 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays ou réfugiées à l'étranger. Les signataires de la lettre ont appelé le gouvernement britannique à sortir de l'impasse et à envisager différentes solutions pour réaffecter les fonds, par exemple en les acheminant vers des mécanismes existants tels que le FPA ou le Registre des dommages, afin d'obtenir et de distribuer les fonds de manière équitable aux victimes qui en ont besoin de toute urgence.

[En savoir plus](#)

LE COIN COMMUNAUTAIRE

Cette section est consacrée à l'échange de perspectives, de progrès et d'informations entre celles et ceux qui s'engagent pour les réparations.

Nous vous encourageons vivement à envoyer vos contributions au plus tard le 30 juin 2024 à alejandro@redress.org. Vos contributions sont précieuses pour l'enrichissement de notre compréhension collective et pour encourager un dialogue fructueux entre les praticiens.

Centrer sur les survivantes et survivants les processus de réparation

Par Camila Marin Restrepo, Chargée de mission communautés de REDRESS

Exiger réparation et tenir les auteurs responsables est un acte de bravoure immense qui peut coûter cher aux survivantes et survivants et à leur famille. Il s'agit souvent d'un processus de longue haleine, où coexistent les sentiments d'espoir, d'enthousiasme, de désillusion et de frustration. En outre, le processus judiciaire est souvent impersonnel, froid et incertain. Il exige de raconter à nouveau des expériences traumatisantes et peut entraîner un risque élevé de représailles pour la survivante ou le survivant et pour sa famille.



Le résultat du contentieux est crucial pour apporter aux survivantes et survivants une indemnisation nécessaire, des programmes de réhabilitation et de la reconnaissance publique qu'ils méritent. Mais c'est dans le processus du contentieux qu'il existe pour les survivantes et survivants une vraie possibilité d'autonomisation. Le processus judiciaire peut aider à la réhabilitation si les avocats diffusent à leurs clientes et clients leurs connaissances juridiques de manière compréhensible, privilégient les besoins de leurs clients, respectent leurs opinions, évitent de les exploiter et les aident à naviguer l'incertitude intrinsèque au processus judiciaire.

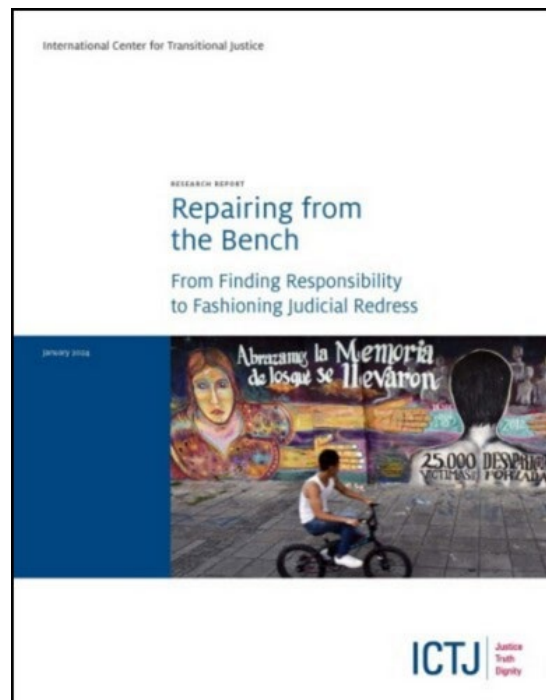
REDRESS a élaboré neuf principes pour davantage centrer les processus de réparation sur les survivantes et survivants. Ces principes concernent les besoins et les priorités des survivantes et survivants, « ne pas nuire », la non-discrimination, la confidentialité et la gestion des attentes. Vous pouvez en apprendre davantage sur l'application de ces principes en lisant notre Note de pratique publiée en février : « [La recherche d'une approche centrée sur les survivants et survivantes quand on demande réparation.](#) »

À LIRE CE WEEK-END

Réparer à partir de la Cour

Que signifie l'obligation de fournir des réparations lorsque de graves violations des droits de l'Homme sont en cause ? Ce rapport s'appuie sur l'interprétation évolutive du droit à réparation selon le droit international et la jurisprudence et sur la manière dont des tribunaux nationaux ont fourni des réparations judiciaires au niveau national. Il fournit des conseils aux défenseurs des droits de l'Homme et aux tribunaux qui tentent de répondre aux victimes de telles violations afin d'affirmer leur dignité.

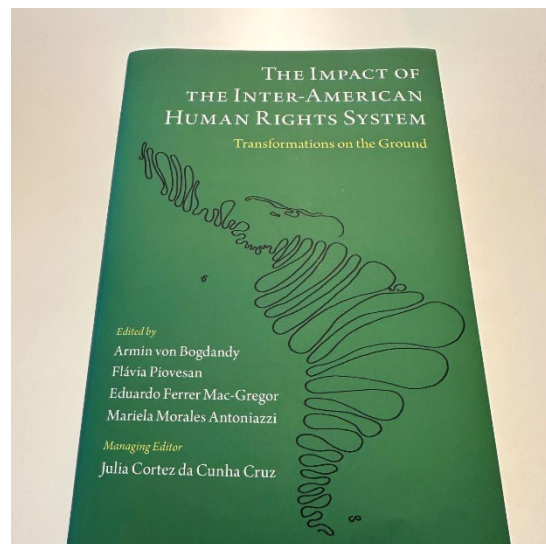
[Lire le rapport](#)



L'impact du Système interaméricain des droits humains

Cet ouvrage présente des études de cas sur des questions paradigmatiques avec un impact sur les sociétés nationales tout en offrant une perspective régionale. Il analyse également de manière critique l'impact du Système interaméricain des droits humains en s'inspirant de diverses disciplines. Il comprend un chapitre rédigé par des collègues de REDRESS sur le cas d'[Azul Rojas Marin](#).

[Lire le livre](#)



Nous vous remercions d'avoir lu ce bulletin. Au mois prochain !